

## CHAPITRE I

# UNE ITALIE DÉCHIRÉE

L'Italie septentrionale est un pays de villes, peuplées et prospères ; chacune de ces cités se prétend l'héritière de la Ville modèle, Rome, et tente d'affirmer son hégémonie sur ses voisines. Les territoires urbains sont très disputés car la population se trouve, peut-être, multipliée par cinq ou six entre le X<sup>e</sup> et le XIII<sup>e</sup> siècle. De plus, la désagrégation des pouvoirs pontifical et impérial, après l'éclatement du IX<sup>e</sup> siècle, favorise la constitution d'entités autonomes qui accompagnent le formidable essor du monde urbain. Un chroniqueur milanais, Landolfo Seniore, donne un état des lieux assez évocateur de la situation dans sa ville : il décrit la complexité des relations de pouvoir entre les proches de l'évêque et ceux du comte, un siècle avant qu'apparaisse l'institution communale. Il parle des conflits à répétition, qualifiant ces violences urbaines « de guerres très graves dans la ville, le peuple combattant les notables pour reconquérir la liberté perdue<sup>1</sup> ». D'autres témoins décrivent les batailles sur les places et aux carrefours, les incendies des palais appartenant aux familles de l'aristocratie militaire dans la grande tradition des guerres gentilices de l'Antiquité romaine.

Parmi les malheurs du temps, il faut dire qu'aucun facteur ne provoque plus de difficultés que la confrontation des pouvoirs de domination sur les espaces urbains. La guerre pour l'occupation du sol *intra-muros* laisse des traces. Le propriétaire des terrains

construit des demeures qui deviennent la possession de l'occupant en échange de prestations en payant de sa personne. Un groupe d'obligés se dessine alors à l'intérieur des villes, germe d'une réelle hostilité entre des clans d'alliés, voire de parents, aux intérêts divergents. Les communes détestent ces formes de pouvoir personnel et cherchent à limiter la puissance sociale des propriétaires en ordonnant l'affranchissement des sols. De nombreux incidents se produisent à Padoue, à Reggio à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, qui démontrent l'âpreté du combat, facteur de désordre et de haine<sup>2</sup>. Ce modèle, si particulier à l'Italie, atteint son apogée dans la Rome des barons. Les Annibaldi, Colonna, Conti, Orsini, Savelli, Capocci, créent des noyaux urbains fortifiés dans les *rioni*, les circonscriptions administratives de la ville<sup>3</sup>. Une réconciliation générale, prononcée de temps à autre, porte l'embryon de la future commune. Dans le monde rural, une évolution identique se produit.

La prolifération des châteaux, souvent dressés à la hâte, est le signe de l'exigence des élites locales de se garantir le contrôle des hommes et des territoires sur lesquels elles vivent, plutôt que la volonté d'en assurer la défense contre des attaques. Le seigneur exprime ainsi son hégémonie qui est protégée et qui, en retour, protège ceux qui travaillent pour lui. En détenteur des prérogatives de nature publique, justice et armée, il peut défendre une famille alliée et coloniser de nouveaux terroirs agricoles pour procurer la subsistance vivrière à ses sujets. Peu à peu, des villages fortifiés surgissent en grand nombre partout en Italie. On assiste alors à une privatisation de la violence puisque celle-ci permet la conquête du pouvoir.

Une réelle opiniâtreté politique de revendications multiples pour obtenir des charges lucratives, que seule la faveur du prince peut désormais accorder, accompagne, après la cession des titres de propriété, un accroissement des revenus. La capacité à gouverner qui se dissout et les obligations particulières liées au service militaire devenant trop pesantes, les seigneurs, de plus en plus souvent, font appel à des soldats loués accomplissant les

tâches qui réclament une mobilisation de longue durée. Parfois, des techniciens venant de loin sont recrutés par des communautés citadines qui prennent en charge l'équipement et l'armement de ces soudoyés.

#### LA TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ URBAINE AU DÉBUT DU XIII<sup>e</sup> SIÈCLE

En Italie, dans un monde urbain en pleine croissance, un modèle politique voit le jour, celui de la commune, c'est-à-dire un gouvernement autonome représenté par une association jurée, un groupe d'hommes ayant prêté serment de défendre des intérêts communs, appartenant aux familles influentes de la cité appuyées par leurs clientèles respectives. Peu à peu, les représentants de ces groupes deviennent des magistrats élus, nommés consuls, chargés au nom du peuple citoyen de défendre le bien commun. La période de développement et de mutation autorise un très grand nombre d'expérimentations dans les domaines politiques, économiques, sociaux et culturels, qui font de l'Italie un laboratoire de la modernité<sup>4</sup>. La commune desserre ainsi les liens anciens générés par la féodalité et rejette la suzeraineté d'un seigneur immanent, l'évêque ou le comte, détenteur par délégation de l'autorité impériale sur une cité et son territoire agricole. Ce processus entraîne une succession de conflits qui se règlent souvent grâce à l'intervention de l'argent. Un arrangement est trouvé, moyennant finance, entre des unités combattantes privées, pour éviter la mobilisation générale, coûteuse en hommes et en matériels. Cette nouveauté profite aussi à la noblesse qui répugne à donner des armes au peuple. Les dirigeants des villes ont recours au *scutagium* (argent de la protection, c'est-à-dire la somme nécessaire pour armer un soldat) au lieu de recruter l'armée féodale.

À partir de là, il est moins risqué, dans un premier temps, d'engager des mercenaires venus d'ailleurs<sup>5</sup>. Mais quand il n'y a

plus d'argent, ou quand la guerre se termine, ces combattants regroupés en compagnies d'hommes d'armes se retrouvent désœuvrés et louent leurs services au plus offrant. On parle alors de compagnies libres de combattants participant aux guerres locales et privées, qui s'offrent à un chef. Petit à petit, elles évoluent vers un système d'organisation politique et économique en réclamant un contrat d'embauche très détaillé : le conduit (*condotta*<sup>6</sup>). Les hommes enrôlés dans ces compagnies sont généralement loyaux, pas comme leurs chefs, mais seulement envers leur unité. La préoccupation majeure est le profit financier qui les pousse à engendrer ou à prolonger les conflits. C'est sans doute l'une des causes principales des innombrables guerres qui rythment l'histoire de l'Italie médiévale<sup>7</sup>.

Après chaque affrontement, la défaite de l'empereur et de ses alliés italiens, désignés gibelins — en référence à Weiblingen, le nom allemand d'un château appartenant à la famille de Souabe, les Hohenstaufen —, consacre l'extension de la prise du pouvoir par les cités et la reconnaissance de leurs prérogatives. De leur côté, les opposants à l'empereur, plus tard considérés comme partisans de la papauté, sont appelés « guelfes », pour rappeler le nom de Welfen, lignée des ducs de Bavière, puis de Saxe. Ces définitions peuvent paraître simplistes de nos jours car la diversité des engagements politiques dans l'un ou l'autre camp cause le scepticisme du juriste Bartolo de Sassoferrato (Bartole), dans son traité *De guelfis et gibelinis*, quand il constate que l'appartenance loyale n'est plus de mise, ni envers la cause impériale, ni envers la cause pontificale.

Ces dénominations apparaissent à Florence en 1215, à l'époque où la lutte oppose deux prétendants à la couronne impériale, Otton IV de Brunswick et Frédéric II de Hohenstaufen. Pendant des siècles, l'Italie est déchirée par cet affrontement idéologique qui sème la discorde dans tous les secteurs de la vie politique, religieuse et sociale.

## LE TRIOMPHE DES COMMUNES

L'Empire abandonne les *regalia*, prérogatives qui fondent son autorité : fisc, justice et armée, aux consuls des communes victorieuses. L'autonomie est inscrite dans le droit et devient irrévocable. Chacune de ces villes met en forme des statuts urbains qui fixent par écrit, avec un juridisme éclairé, les formes de ce nouveau pouvoir politique. Entre 1150 et 1250 les cités, rebelles à la soumission imposée par l'empereur, se révoltent au sein des Ligues lombardes, en 1167 contre Frédéric I<sup>er</sup>, en 1198 contre Henri VI, puis en 1226 contre Frédéric II. Tout se déclenche quand les communes, voulant engager l'épreuve de force contre leurs rivales voisines, appellent l'empereur pour ramener le calme. La fière et riche cité de Milan sert de catalyseur à la contestation diffuse. Quand en 1156, l'empereur Frédéric I<sup>er</sup> se rend à Rome pour obtenir son couronnement, son oncle Otton de Freising, qui l'accompagne, décrit la situation ainsi :

*Aujourd'hui encore pour le gouvernement des villes et le maintien de l'État, leur modèle est l'intelligence des anciens Romains. Enfin ils aiment si fort la liberté qu'ils refusent tout excès de pouvoir et préfèrent pour les diriger des consuls à des chefs. On sait qu'il y a chez eux trois ordres, celui des capitaines, celui des vavasseurs et celui du peuple : pour éviter toute insolence, leurs consuls sont pris, non dans un seul ordre, mais dans les trois, et pour empêcher qu'ils ne cèdent à la soif du pouvoir, ils sont changés presque tous les ans [...] Et pour ne pas se priver d'opprimer leurs voisins, ils ne jugent pas indigne d'eux de laisser des jeunes gens de basse condition, voire même des artisans exerçant de méprisables métiers mécaniques, ceindre le baudrier de chevalier et accéder aux plus hautes fonctions, alors que les autres peuples les écartent comme la peste des emplois les plus honorables et les plus libres<sup>8</sup>.*

Pendant la première ligue lombarde, un fragile jeu d'alliances entre partisans et adversaires de la cause impériale provoque l'embrasement d'une grande partie septentrionale de la Péninsule<sup>9</sup>. Lors de la Diète réunie à Constance en 1153, une réclamation adressée à l'empereur par le gouvernement de Lodi contre l'hégémonie naissante de Milan demande une intervention directe pour ramener la paix. L'empereur condamne avec fermeté les agissements des Milanais et favorise Crémone<sup>10</sup>. Très mécontents, les Milanais se rapprochent des habitants de Plaisance et de Brescia pour constituer une ligue. La déflagration est inévitable : les partisans de Lodi, Crémone, Côme et Pavie rejoignent un contingent impérial en 1158 et obtiennent la capitulation de la métropole lombarde. Il faut dire que tous les habitants de Lodi gardent en mémoire la terrible punition imposée par les Milanais en 1111, quand ils détruisirent leur cité vaincue !

Une nouvelle Diète, convoquée en 1158 à Roncaglia, tente de restituer l'essentiel des pouvoirs dont l'empereur avait été dépossédé mais l'opiniâtreté des communes est intacte<sup>11</sup>. À Milan, le podestat, un magistrat salarié par la commune pour régler les litiges entre les partis et administrer la ville dans la recherche du bien commun, est chassé par une révolte populaire. Une attaque décisive en 1162, en compagnie des habitants de Crémone, de Lodi et de Pavie, provoque la ruine de la belle cité : la ville est en grande partie détruite, les remparts sont démantelés, les matériaux de construction étant utilisés pour élever un nouveau palais à Monza qui devient ainsi la capitale du royaume d'Italie. Quatre cents prisonniers sont retenus en otage et la population est dispersée dans les campagnes. La confiscation du *carroccio*, emporté en guise de trophée par une cité rivale après avoir été dépouillé de tous ses emblèmes symboliques, est véritablement insupportable pour les Milanais, il faut aussi évoquer de lourdes pénalités financières qui s'abattent sur les habitants vaincus.

Ce carrosse est un imposant char de combat tiré par des bœufs servant de porte-enseigne, de réserve de munitions et d'autel portatif. Il est le symbole d'une commune, défendu par un groupe de combattants d'élite, les compagnons du *carroccio*. Hissé sur ce char, le commandant en chef dirige les assauts et la manœuvre des troupes. Quand la victoire est acquise, le char retourne en ville, accompagné par les combattants, décoré par les bannières et les armes, les plus belles prises aux vaincus, puis est remisé dans la cathédrale. Pendant la bataille de Legnano en 1176, selon les dires de chroniqueurs tardifs qui veulent magnifier la victoire des communes liguées contre l'Empire, un certain Alberto de Giussano, chef de la compagnie de la Mort, défend le char contre tous les assauts des troupes impériales, redonnant courage aux miliciens sur le point de s'enfuir.

Le pape décide d'intervenir en 1164, à la suite des nombreuses sollicitations des populations opprimées par les agents du pouvoir impérial : à Plaisance, les habitants se révoltent contre le podestat Arnaldo Barbavaria qui est refoulé de la ville, c'est aussi le cas à Crémone.

Deux ans plus tard, Frédéric I<sup>er</sup> se rend à Rome et traverse ses possessions italiennes avec difficulté. Son armée, amoindrie par une épidémie, est attaquée au printemps 1167 par une confédération de villes réunies dans une première ligue avec Vérone et Venise au commandement. Le pacte d'association, conclu dans l'abbaye de Pontida le 7 avril 1167, est signé par les vingt-six villes les plus importantes de la vallée padane tout en maintenant le lien de vassalité et la fidélité à l'empereur. Au début de l'année suivante, les deux assemblées se regroupent au sein d'une seule et puissante ligue, c'est la grande Ligue lombarde, réunie au congrès de Lodi en 1168, qui affronte Frédéric I<sup>er</sup>. Le pape Alexandre III encourage cette initiative. Une seconde ligue est constituée, conduite par Crémone avec la participation de Mantoue, de Brescia et de Bergame, suivies plus tard par d'autres villes de moindre taille se libérant ainsi des exigences impériales imposées à Roncaglia<sup>12</sup>. Que ce soit à Milan,

à Gênes ou à Pise par exemple, et en tenant compte des différences politiques et sociales, les phases d'opposition ou de réconciliation entre le peuple citoyen et les nobles se succèdent au sujet de préoccupations autant économiques que militaires. Dans la cité de Florence, batailles de rue, escarmouches et violences destructrices opposent deux familles, les Uberti et les Donati, qui engagent des sbires armés pour imposer leur loi à tour de rôle. Les combattants se retrouvent désormais sur le devant de la scène. Ils arrivent de toutes les régions d'Europe, fauteurs de guerre perpétuelle.

Pour marquer une ère nouvelle, une collecte de fonds vise à construire une ville au point de rencontre des routes qui partagent la Péninsule pour isoler les territoires d'obédience impériale<sup>13</sup>. On lui donne le nom d'Alessandria, en hommage au pape Alexandre III, allié de la ligue et adversaire farouche de l'empereur Frédéric. Pendant deux ans, entre 1174 et 1175, les troupes impériales tentent par tous les moyens d'abattre cette cité, mais l'échec de l'entreprise militaire pousse à la négociation. Malgré un compromis, l'empereur demande des renforts venus de Germanie et lance une grande offensive : il rejoint Pavie pour retrouver les contingents italiens restés fidèles et rencontre ses adversaires à Legnano le 29 mai 1176, près de Milan.

## LES PREMIERS SEIGNEURS DE LA GUERRE

Le condottiere — nom donné au chef de la compagnie d'hommes d'armes — Alberto de Giussano arrive à la tête d'une troupe de soldats de diverses provenances. Les avant-gardes engagent le combat : sept cents fantassins de la Ligue lombarde contre trois cents impériaux s'affrontent dans la fureur de la bataille dont l'issue est favorable aux milices communales composées de fantassins, mais aussi de quelques éléments de cavalerie légère et mobile. Pour la première fois en Italie, les chefs d'escadron demandent aux piquiers de composer le *schiltron*,